

I- Les relations internationales du Canada

Manon Tessier

Volume 28, numéro 2, 1997

La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703742ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703742ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1997). I- Les relations internationales du Canada. *Études internationales*, 28(2), 357–374. <https://doi.org/10.7202/703742ar>

Chronique des relations internationales du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations internationales du Canada

(janvier à mars 1997)

A — Aperçu général

C'est sous le signe de la continuité que le gouvernement canadien poursuivait en ce début d'année ses efforts en faveur des droits de la personne, particulièrement dans les dossiers de Cuba ou du Nigéria, et à l'égard de la lutte contre l'exploitation du travail des enfants ou de l'interdiction des mines antipersonnel. L'intérêt marqué du gouvernement pour le développement de liens économiques serrés avec l'Asie ne se démentait pas non plus, comme en témoigne la tenue d'une autre mission d'Équipe Canada dans cette région. Enfin, le dossier de l'élargissement de l'OTAN figurait toujours au rang des priorités gouvernementales. Dans ce cas-ci, les demandes de soutien se faisaient de plus en plus pressantes de la part des autorités de pays est-européens dont certaines visitaient le Canada dans ce but.

B — Les politiques de défense

1 – L'OTAN

Le 18 février, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, assistait à une réunion spéciale du Conseil de l'Atlantique Nord dont l'ordre du jour était essentiellement consacré à l'ouverture de l'OTAN à de nouveaux membres. M. Axworthy expliquait lors d'une allocution devant les autres ministres, que le Canada, après avoir procédé à de vastes consultations, estime que cinq pays pourraient faire partie d'une première vague d'élargissement. Le Canada, a-t-il aussi dit, considère que le processus d'élargissement devrait comporter plus d'une vague et que les noms des premiers candidats admis devraient être rendus publics avant le Sommet de Madrid¹.

* *Chargée de recherche à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.*

1. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 29, 13 février 1997 et *Déclaration* n° 97/9, 18 février 1997 ; *Le Devoir*, 20 février 1997, p. A5.

Plus tard au cours du trimestre, le Premier ministre canadien était plus précis sur cette question. À des visiteurs de la Pologne et de la République tchèque qu'il recevait, il mentionnait, outre leurs deux pays, la Roumanie, la Hongrie et la Slovénie comme choix personnels pour devenir les prochains membres de l'Alliance².

2 – Les mines antipersonnel

C'est sur trois tribunes que le Canada défendait l'interdiction des mines antipersonnel afin d'atteindre son objectif de signer un traité en décembre 1997. Il recevait d'abord, le 31 janvier, plus d'une centaine de participants lors d'une conférence nationale sur le déminage humanitaire et l'assistance aux victimes de mines terrestres. Des fonds additionnels pour des activités de déminage en Angola et au Cambodge étaient annoncés à cette occasion³.

Puis, le Canada participait à Vienne à une conférence internationale faisant suite au processus lancé à Ottawa en octobre dernier. Malgré des différences entre participants, la réunion permettait néanmoins de produire un avant-projet de traité qui servira de base de négociation pour une prochaine réunion prévue à Bruxelles cet été⁴.

De plus, à Genève, dans le cadre de la Conférence du désarmement (CD) de l'ONU, le Canada indiquait qu'il ne s'opposait pas à un jumelage entre le processus de négociation lancé à Ottawa et celui de l'ONU du moment que la signature du traité n'était pas retardée. Après avoir tenté, sans succès, d'inscrire le thème des mines à l'ordre du jour de la CD, le Canada et les autres pays prônant l'élimination de ces armes mettaient leurs espoirs dans la tenue de négociations hors de cette enceinte⁵.

C — Les relations économiques

1 – La loi Helms-Burton

La décision du Président des États-Unis de reconduire jusqu'au 16 juillet 1997 l'interdiction imposée aux compagnies américaines d'intenter des poursuites en vertu de la loi Helms-Burton ne soulevait pas l'enthousiasme des autorités canadiennes qui, bien que la qualifiant « d'utile à court terme », y

2. *The Globe and Mail*, 21 février 1997, pp. A1-A13; *Le Devoir*, 22-23 février 1997, p. C11.

3. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 12*, 29 janvier 1997 et *Déclaration n° 97/6*, 31 janvier 1997; ACDI, *Communiqué n° 97-09*, 31 janvier 1997.

4. *Agence France Presse*, 13 et 14 février 1997; *Le Devoir*, 14 février 1997, p. A8.

5. *The Ottawa Citizen*, 18 février 1997, p. A7 et 25 février 1997, p. F10; *Le Devoir*, 7 février 1997, p. A5.

voyaient toujours une menace lourde de conséquence pour leurs entreprises⁶. Le ministre du Commerce international examinait encore la possibilité de porter ce dossier devant un comité de l'ALENA. Il évaluait aussi l'option de retarder ce geste afin d'observer le déroulement des discussions au sein du comité de l'OMC chargé de ce dossier et où le Canada agit comme tierce partie.

2 – Le commerce dans les Amériques

La 4^e réunion de la Commission de l'ALENA se tenait à Ottawa le 20 mars et plusieurs décisions y furent prises. Les responsables du commerce du Canada, des États-Unis et du Mexique convenaient notamment d'éliminer plus rapidement que prévu les tarifs douaniers sur plusieurs articles et de mettre sur pied, en septembre 1997, un Secrétariat de coordination de l'ALENA chargé de seconder la Commission pour des questions techniques. Quant à la Zone de libre-échange des Amériques, les participants réitéraient leur appui à ce projet et doivent se rencontrer en mai prochain au Brésil pour déterminer l'amorce des négociations⁷.

D'autre part, le projet de loi portant sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Chili était déposé le 12 février au Parlement⁸.

3 – Autre question

On apprenait en février la création d'une équipe d'intervention pour les débouchés commerciaux internationaux qui sera composée de délégués affectés pour de courtes périodes à des marchés prioritaires. Cinq délégués étaient immédiatement dépêchés en Israël, au Chili, aux Philippines, en Thaïlande et en Corée du Sud tandis qu'un autre le sera sous peu au Brésil⁹.

D — Les politiques d'immigration

Parmi les dispositions prises par le ministère de l'Immigration, ce trimestre, signalons la décision de dispenser de visa les visiteurs de Hong Kong titulaires d'un passeport britannique outre-mer ou de passeport de la zone administrative spéciale¹⁰. Quant à la décision prise en janvier de reprendre les expulsions vers le Zaïre, elle soulevait la colère des organismes d'aide aux réfugiés¹¹.

6. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 1, 3 janvier 1997; *The Globe and Mail*, 4 janvier 1997, pp. A1-A2, 7 février 1997, pp. B1-B7 et 13 février 1997, pp. A1-A10.

7. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* n° 97/18, 20 mars 1997.

8. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 28, 12 février 1997.

9. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 22, 7 février 1997.

10. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 54, 19 mars 1997.

11. *Le Devoir*, 30 juin 1997, pp. A1-A8 et 28 mars 1997, p. A2; *The Globe and Mail*, 30 janvier 1997, p. A4.

D'autre part, le Canada dépassait ses objectifs pour 1996 en matière d'immigration. Au total, 225 313 immigrants et réfugiés ont été admis comparativement au niveau prévu qui se situait entre 195 000 et 220 000 personnes¹². Enfin, signalons que la ministre Lucienne Robillard se rendait en mission à Paris et à Londres, du 24 au 28 février, pour s'entretenir de diverses questions reliées à l'immigration¹³.

E — Les politiques d'aide au développement, à la démocratie et aux droits humains

À l'occasion de la tenue des consultations annuelles avec les organisations non gouvernementales, le ministre Axworthy rappelait les grandes lignes de l'approche canadienne dans le domaine des droits humains. Après avoir souligné que cette politique est basée sur le dialogue et l'incitation plutôt que sur l'isolement des gouvernements fautifs, il a de nouveau développé le thème du commerce responsable et de la promotion des droits des enfants¹⁴. D'ailleurs, le Canada poursuivait encore, ce trimestre, ses efforts dans ce nouveau secteur d'activité en annonçant la formation d'un groupe de travail international avec la Norvège et la tenue d'une consultation nationale pour lutter contre l'exploitation juvénile¹⁵. De plus, l'ACDI finançait deux projets pour aider les enfants de la rue en Inde et en Équateur et appuyait deux initiatives pour soutenir la promotion des droits des femmes et des enfants dans les pays de la région du Mékong¹⁶. Le Canada contribuait d'autre part au renforcement des institutions démocratiques au Liban en finançant un projet de 450 000 \$ et accordait 14,5 millions \$ sur cinq ans à un programme de développement rural au Bangladesh¹⁷.

F — Rencontres et organisations internationales

1 — L'ONU

Le 4 février, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, rencontrait à New York, le nouveau Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan. Cet entretien portait notamment sur les préparatifs entourant la signature en décembre prochain d'un traité sur les mines antipersonnel, mais les questions de la protection des travailleurs humanitaires, de la consolidation de la paix en Haïti et des droits des enfants figuraient aussi en tête de leur agenda de discussion¹⁸. Quant à la réforme des Nations Unies dont la première phase

12. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué* n° 97-14, 17 mars 1997.

13. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué* n° 97-10, 21 février 1997.

14. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* n° 97/7, 5 février 1997.

15. ACDI, *Communiqué* n° 97-28, 13 mars 1997.

16. ACDI, *Communiqué* n° 97-16, 7 février 1997 et *Communiqué* n° 97-02, 13 janvier 1997.

17. ACDI, *Communiqué* n° 97-10, 3 février 1997 et *Communiqué* n° 97-12, 4 février 1997.

18. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 15, 30 janvier 1997; *The Globe and Mail*, 5 février 1997.

était officiellement complétée en mars, le ministre Axworthy s'en réjouissait en la qualifiant « d'important volet du programme de réforme général de l'ONU¹⁹ ».

Ce trimestre, débutait aussi la 53^e session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève. La secrétaire d'État, Mme Christine Stewart, y prononça un discours le 19 mars, dans lequel elle rappela que le Canada espère ardemment voir finaliser, au cours de 1997, la Déclaration sur les défenseurs des droits de la personne. Le Canada entend aussi faire la promotion de la rédaction d'un rapport annuel sur la situation des droits de la personne à travers le monde et de la mise sur pied d'un comité de haut niveau pour seconder la Commission. Au total, la délégation canadienne devrait piloter cette année six résolutions se rapportant notamment au Rwanda, à la violence faite aux femmes et aux exodes de masses²⁰.

2 – L'OMC

Le Canada était particulièrement actif à l'OMC en ce début d'année. Outre ses démêlés avec les États-Unis entourant la loi Helms-Burton, le Canada demandait en mars la création d'un groupe spécial pour résoudre le contentieux à propos de l'interdiction du gouvernement australien d'importer du saumon non cuit²¹. Rappelons que les deux pays tentent depuis près de vingt ans, de parvenir à un compromis sur cette question. Ce furent surtout les négociations entourant les services de télécommunications de base qui ont le plus mobilisé les efforts canadiens. Dans ce dossier-ci, Ottawa mena des négociations qui se poursuivirent jusqu'à l'heure limite et dut subir les pressions de plusieurs pays dont les États-Unis. Un accord fut finalement obtenu le 15 février à la satisfaction de la soixantaine de pays impliqués dans ces négociations. Les Canadiens ont accepté, en échange d'un accès garanti aux marchés étrangers, de faire certaines concessions dont celle de devancer la fin de leur monopole sur les télécommunications intérieures²².

G — Les relations canado-américaines

1 – Les relations politiques

Le 4 mars avait lieu la première rencontre entre le ministre canadien des Affaires étrangères et la nouvelle secrétaire d'État américaine, Mme Madeline

19. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 53, 18 mars 1997.

20. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* n° 97/16, 19 mars 1997, *Communiqué* n° 21, 5 février 1997 et *Communiqué* n° 51, 17 mars 1997.

21. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 42, 5 mars 1997.

22. Ministère de l'Industrie, *Communiqué*, 15 février 1997; *The Globe and Mail*, 5 février 1997, p. B6, 13 février 1997, p. B11, 14 février 1997, p. B6 et 15 février 1997, p. B3; *Le Devoir*, 12 février 1997, p. B2 et 15-16 février 1997, p. C7.

Albright. Parmi l'éventail de questions alors abordées, mentionnons la situation en Haïti, la réforme de l'ONU, les négociations sur le Traité sur le saumon du Pacifique et la loi Helms-Burton. Sur ce dernier point, les deux homologues ont reconnu avoir des opinions divergentes mais partager un objectif commun, à savoir la démocratisation de Cuba²³.

Outre sa rencontre à Washington avec Mme Albright, M. Axworthy s'est aussi rendu à San Francisco et Los Angeles du 12 au 14 mars et à Minneapolis et Chicago, les 13 et 14 février. Ces deux séjours visaient à stimuler le commerce avec ces villes et les régions périphériques et à permettre des rencontres avec des membres d'importantes institutions de recherche ou d'universités²⁴.

2 – Les relations commerciales

Parmi les différends commerciaux opposant les États-Unis et le Canada, ce trimestre, retenons le dossier des magazines américains à tirage dédoublé vendus au Canada. Dans ce cas-ci, l'OMC estimait fondées trois des quatre plaintes déposées par les États-Unis contre la pratique d'interdiction canadienne basée sur la protection de son identité culturelle. Le Canada s'appropriait en mars à interjeter appel de la décision de l'OMC²⁵.

L'actualité fut aussi marquée par les pressions américaines exercées dans le cadre de la loi Helms-Burton. Par exemple, la filiale Wal-Mart Canada dut retirer de ses tablettes des pyjamas fabriqués à Cuba tandis que quatre dirigeants de la société canadienne Sheritt International furent interdits de séjour aux États-Unis parce que leur entreprise exploite une mine à Cuba ayant appartenu à des intérêts américains avant la révolution castriste. Le ministre canadien du Commerce international suivait de près l'évolution de la situation²⁶.

3 – Autre question

En février, les gouvernements américain et canadien relançaient le processus de consultation sur l'épineux litige du saumon du Pacifique en formant des groupes de travail chargés d'apporter une solution à ce différend. Après une première réunion à la mi-février et un premier bilan à la mi-mars, les deux gouvernements constataient avec satisfaction l'apparition de progrès et demandaient aux négociateurs de terminer leurs travaux avant le 9 mai 1997²⁷.

23. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 40*, 27 février 1997; *The Globe and Mail*, 5 mars 1997, p. A8.

24. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 26*, 10 février 1997, *Communiqué n° 44*, 7 mars 1997 et *Déclaration n° 97/14*, 14 mars 1997.

25. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 47*, 14 mars 1997; *The Globe and Mail*, 17 janvier 1997, pp. A1-A7 et 18 janvier 1997, pp. B1-B2; *Le Devoir*, 22-23 février 1997, p. C3.

26. Voir *Le Devoir*, 15-16 mars 1997, pp. C3 et C5; *The Globe and Mail*, 15 mars 1997, pp. B1-B5.

27. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 20*, 5 février 1997 et *Communiqué n° 50*, 17 mars 1997; *The Globe and Mail*, 6 février 1997, pp. A1-A8.

H — Le Canada et l'espace européen

1 — Séjours européens de ministres canadiens

Des ministres canadiens se rendaient en Europe, ce trimestre, pour de courts séjours reliés à des rencontres internationales. D'abord, le ministre du Commerce international, M. Art Eggleton, était de passage en Allemagne et en Suisse du 29 janvier au 2 février. Après avoir rencontré son homologue et des dirigeants d'entreprises en Allemagne, M. Eggleton assistait au Forum économique mondial de Davos, en compagnie de son collègue de l'Industrie, M. John Manley. Il prononça aussi une allocution devant l'Association Canada-Suisse²⁸.

À la fin de février, c'est le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, qui s'arrêtait brièvement à Amsterdam et à Bonn. Aux Pays-Bas, il participait à une conférence internationale sur le travail des enfants²⁹, mais une rencontre prévue avec son homologue néerlandais et le vice-président de l'Union européenne était reportée à une date ultérieure³⁰. Pour la dernière portion de son voyage, M. Axworthy s'entretenait sur une série de questions avec le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense allemands. Le ministre canadien confirma lors de ce séjour que les négociations entourant l'achat d'un nouveau terrain pour l'ambassade canadienne à Berlin devraient aboutir sous peu³¹.

2 — L'Albanie

À l'instar de plusieurs pays, le Canada suivait de près l'évolution de la situation en Albanie durant le mois de mars. Il participait aux travaux de médiation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et accordait 500 000 \$ en aide d'urgence pour soutenir les opérations du comité international de la Croix-Rouge. La plupart des Canadiens étaient évacués de la capitale à la mi-mars³².

28. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 13, 29 janvier 1997; *The Globe and Mail*, 1^{er} février 1997, pp. A1-A7.

29. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* n° 97/5, 30 janvier 1997; La secrétaire d'État Christine Stewart prononça lors de cette conférence un discours sur le travail des enfants. Voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* no97/11, 26 février 1997.

30. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 33, 20 février 1997; *European Report*, 26 février 1997.

31. *The Globe and Mail*, 1^{er} mars 1997, p. A6.

32. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 48, 14 mars 1997; ACIDI, *Communiqué* n° 97-34, 20 mars 1997.

3 – La France

De retour vers le Canada après sa mission en Asie, le Premier ministre canadien s'arrêtait en France du 21 au 23 janvier pour une visite officielle. Le ministre de l'Industrie, M. John Manley, et le ministre des Affaires indiennes, M. Ron Irwin, le rejoignaient à cette occasion. M. Chrétien a été reçu par le président Chirac en plus de rencontrer le premier ministre Juppé, le président du Sénat, le maire de Paris et le président de l'Assemblée nationale³³. Cette visite s'est déroulée sous le signe du rapprochement et de la collaboration, les deux pays faisant chorus sur plusieurs dossiers internationaux tels que la loi Helms-Burton, la crise des Grands Lacs africains, Haïti et l'élargissement de l'OTAN. Parmi les sujets discutés, l'unique pomme de discorde fut le dossier de l'interdiction par la France de l'utilisation des produits de l'amiante. Ils ont alors discuté des conclusions du groupe d'experts international indépendant chargé d'évaluer les risques posés par ce produit³⁴. Autre signe de ce rapprochement, les deux pays ont signé une déclaration de partenariat renforcé et sept accords ont été conclus entre des sociétés canadiennes et françaises. On se rappellera que le Canada espère doubler d'ici l'an 2000 son commerce avec la France. Enfin, cette visite a permis d'inaugurer le nouveau Centre culturel canadien fermé depuis onze mois pour rénovations.

4 – La Pologne

L'ancien président de la Pologne, M. Lech Walesa, effectuait une visite privée au Canada du 7 au 12 mars afin de rencontrer les membres de la communauté polonaise à Ottawa et Toronto. Bien que reçu à titre privé, M. Walesa eut tout de même le privilège de s'entretenir avec le premier ministre Chrétien et d'être présenté à la Chambre des communes. Au cours de sa visite, M. Walesa plaida en faveur de l'adhésion de son pays à l'OTAN³⁵.

5 – La République tchèque

Le premier ministre Chrétien était l'hôte du, 20 au 23 février, de son homologue tchèque, M. Vaclav Klaus. Le premier ministre Klaus était accompagné d'une importante délégation de gens d'affaires venus explorer les possibilités d'élargissement du commerce et d'investissement avec le Canada. Cette visite se doublait aussi d'une dimension politique laquelle fut dominée par la question de l'adhésion de la République tchèque à l'OTAN. Sur ce point, M. Chrétien indiqua à son homologue qu'il favorisait une admission rapide de

33. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 22 janvier 1997; *The Globe and Mail*, 22 janvier 1997, pp. A1-A12; *Le Devoir*, 21 janvier 1997, p. A5 et 22 janvier 1997, p. A4; *Agence France Presse*, 20, 22 et 23 janvier 1997.

34. Voir Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 8*, 16 janvier 1997; *Le Devoir*, 16 janvier 1997, p. B3.

35. *The Gazette*, 11 mars 1997, p. D14; *The Globe and Mail*, 12 mars 1997; *Canada News Wire*, 6 mars 1997.

son pays au sein de l'Alliance³⁶. Par ailleurs, le Canada accordait son soutien à deux projets, respectivement évalués à 1,4 million \$ et 473 000 \$, pour renforcer le développement démocratique et l'administration municipale tchèque. L'ACDI affectait aussi 49 100 \$ à un projet de cartographie de l'environnement³⁷.

6 – L'Ukraine

Pour sa deuxième visite officielle au Canada, M. Hennadii Oudovenko, ministre ukrainien des Affaires étrangères, se rendait à Ottawa et Winnipeg du 4 au 6 mars. Les faits saillants de cette visite destinée à renforcer la croissance des relations politiques et économiques entre les deux pays, ont été la signature d'accords bilatéraux sur le maintien de la paix et l'échange d'information entre les gouvernements du Canada et de l'Ukraine. La création d'un poste d'attaché militaire à l'ambassade du Canada à Kiev a de plus été annoncée. Quant au dossier de l'élargissement de l'OTAN, il a dominé l'ordre du jour des discussions, le Canada s'engageant à cet égard à faire pression pour obtenir la signature d'un accord entre l'Ukraine et l'OTAN avant le Sommet de l'OTAN en juillet³⁸.

Par ailleurs, plus tôt ce trimestre, le Canada annonçait qu'il appuierait, par une aide de 1,2 million \$, la réforme du notariat en Ukraine³⁹.

I — Le Canada, l'Amérique latine et les Antilles

1 – Le séjour en Amérique latine du ministre Boudria

Le ministre de la Coopération internationale, M. Don Boudria, effectuait à partir du 24 février un séjour de huit jours qui l'amenait au Pérou, en Bolivie et au Brésil. Le but de ce voyage consistait en une tournée des projets financés par l'ACDI, mais M. Boudria profita aussi de son passage pour discuter d'aide d'urgence avec notamment le Président péruvien à qui il promit une aide en faveur des victimes d'un glissement de terrain. Le ministre annonça aussi une aide de 40 000 \$ pour soutenir l'ombudsman péruvien et 2 millions \$ pour la lutte contre la tuberculose en Amérique du Sud⁴⁰. Enfin, 3 millions \$ étaient versés pour l'amélioration de la santé de la population en Bolivie⁴¹.

36. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 10 février 1997 et 19 février 1997; *The Ottawa Citizen*, 21 février 1997, p. A7.

37. ACDI, *Communiqué* n° 97-19 et *Communiqué* n° 97-20, 21 février 1997.

38. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 37, 26 février 1997 et *Communiqué* n° 43, 6 mars 1997; *The Globe and Mail*, 6 mars 1997, p. A7; *Reuters North American Wire*, 5 mars 1997.

39. ACDI, *Communiqué* n° 97-15, 6 février 1997.

40. ACDI, *Communiqué* n° 97-21, 24 février 1997, *Communiqué* n° 97-23, 25 février 1997 et *Communiqué* n° 97-24, 25 février 1997.

41. ACDI, *Communiqué* n° 97-26, 6 mars 1997.

2 – Cuba

Poursuivant sa politique de dialogue avec Cuba, le gouvernement canadien dépêchait à La Havane deux ministres de haut niveau politique, les 21 et 22 janvier. Si la secrétaire d'État, Mme Christine Stewart, s'était déjà rendue dans ce pays en juin 1994, la visite du ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, renouait avec un usage tombé en désuétude depuis 1959, année à laquelle remontait la dernière visite d'un ministre de ce rang. Le point culminant de ce séjour fut un tête-à-tête avec le président Castro précédé d'une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères et des membres du Conseil d'État⁴². Aucune entente formelle ne vit le jour mais les deux pays convenaient, dans une déclaration conjointe, de collaborer à certains projets communs tels que la tenue de rencontres entre fonctionnaires ou des échanges entre des juristes et des parlementaires. Signalons que la visite canadienne était suivie de près par le Département d'État américain qui la désapprouva. L'importance accordée aux droits de la personne lors de ce séjour réjouissait toutefois Washington qui y vit le résultat de la loi Helms-Burton⁴³.

3 – Le Guatemala

Le 20 janvier, le Conseil de sécurité de l'ONU autorisait l'envoi, pour une période de trois mois, d'un contingent militaire de 155 personnes rattaché à la mission des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA). Le Canada acceptait de participer à l'envoi de ces observateurs en fournissant 15 militaires qui furent dépêchés, dans le cadre de l'Opération Vision, à la mi-février. Il s'agit du quatrième contingent d'importance après ceux de l'Espagne, de l'Uruguay et du Brésil⁴⁴.

4 – Haïti

Quelques journaux rapportaient en début de trimestre l'intention du gouvernement de prolonger pour une longue période le mandat des troupes canadiennes en Haïti⁴⁵. Le ministre des Affaires étrangères confirma lors d'une brève visite dans ce pays, le 26 mars, qu'Ottawa envisageait, à la demande du président Préval, de maintenir sa présence militaire jusqu'à la fin de 1997⁴⁶. Afin de prévenir de nouvelles contestations au sein du Conseil de sécurité, M. Axworthy entendait profiter de son séjour en Chine, quelques jours plus tard, pour discuter de ce dossier tandis que le Premier ministre canadien en ferait autant lors de son passage à Washington.

42. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 9, 17 janvier 1997; *The Globe and Mail*, 18 janvier 1997, p. A3 et 21 janvier 1997, p. A10.

43. *Le Devoir*, 22 janvier 1997, p. A4; *The Globe and Mail*, 22 janvier 1997, pp. A1-A10, 23 janvier 1997, pp. A1-A11 et 24 janvier 1997, p. A8.

44. Gouvernement du Canada, *Communiqué* n° 10, 28 janvier 1997; *Le Devoir*, 29 janvier 1997, p. A5; *The Gazette*, 18 février 1997, p. A11.

45. Voir *Le Soleil*, 24 février 1997, p. A7; *La Presse*, 26 février 1997, p. B4.

46. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 59, 21 mars 1997; *Le Devoir*, 27 mars 1997, p. A7; *The Globe and Mail*, 27 mars 1997, p. A11.

D'autre part, toujours en mars, le Canada accordait une contribution de 5 millions de dollars pour aider Haïti à consolider son réseau d'électricité⁴⁷.

J — Le Canada, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

1 – L'Algérie

Pour la première fois depuis 1962, un ministre des Affaires étrangères d'Algérie visitait le Canada ce trimestre. M. Ahmed Attaf se rendait à Ottawa et à Montréal du 17 au 19 mars pour discuter des moyens de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays en approfondissant notamment des dossiers de coopération économique et commerciale. La participation du Canada à l'observation des élections législatives et municipales algériennes a également été un sujet de discussion important⁴⁸.

2 – Israël

Dans la foulée de la mise en œuvre récente de l'Accord de libre-échange Canada-Israël, le ministre du Commerce, M. Art Eggleton, accompagnait une cinquantaine de gens d'affaires en Israël et en Cisjordanie du 22 au 26 février⁴⁹. Pendant cette mission, M. Eggleton présidait la Commission économique mixte et la Commission commerciale Canada-Israël en plus de rencontrer son homologue, M. Natan Sharansky, et le premier ministre Nétanyahou. Un protocole étendant la portée du mémorandum d'entente concernant la Fondation Canada-Israël pour la recherche-développement industrielle fut alors signé. M. Eggleton rencontrait aussi le ministre palestinien de l'Économie et du Commerce, M. Maher Masri, avec qui il discuta de l'établissement d'une zone de libre-échange entre le Canada, la Cisjordanie et Gaza, qui devrait voir le jour sous peu.

K — Le Canada et l'Afrique

1 – Visites de ministres canadiens en Afrique

Plusieurs pays africains recevaient la visite de ministres canadiens durant le mois de mars. Le ministre de la Coopération internationale et de la Francophonie, M. Don Boudria, visitait le Burkina Faso, le Rwanda, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et le Cap-Vert pour discuter de programmes de coopération canadienne et de dossiers internationaux. À cet égard, la situation dans les Grands Lacs, la candidature du Canada au Conseil de sécurité de

47. ACDI, *Communiqué* n° 97-31, 17 mars 1997.

48. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 49, 14 mars 1997; *Agence France Presse*, 17 mars 1997.

49. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 31, 17 février 1997, *Communiqué* n° 35, 24 février 1997; *Le Devoir*, 25 février 1997, p. B2.

l'ONU et la promotion de Montréal pour accueillir le Secrétariat de la Convention sur la lutte contre la désertification ont représenté les principaux sujets de discussion⁵⁰. Une contribution de 500 000 \$ au Programme d'appui à la réinsertion des ex-combattants du Nord Mali et une aide alimentaire de 2 millions \$ pour les réfugiés de cette région étaient aussi annoncées⁵¹.

Le Kenya et l'Afrique du Sud accueillaient pour leur part la secrétaire d'État, Mme Christine Stewart, du 21 au 26 mars. Pour sa première visite officielle à Nairobi, la ministre rencontrait les autorités politiques du pays ainsi que des personnalités de la communauté des défenseurs des droits de la personne. Des discussions sur le conflit dans la région des Grands Lacs ont dominé ce séjour de même que celui en Afrique du Sud. Mme Stewart était par ailleurs accompagnée d'une délégation de gens d'affaires spécialisés dans le secteur des télécommunications qui participa à plusieurs conférences et expositions sur ce sujet⁵².

2 – Le Nigéria

Les relations entre le Nigéria et le Canada continuaient à se détériorer ce trimestre. Des allégations selon lesquelles le Canada aurait appuyé de récents actes de violence au Nigéria conjuguées au refus d'accorder un visa pour remplacer un agent de sécurité au haut-commissariat du Canada à Lagos incitaient Ottawa à suspendre temporairement les activités de son haut-commissariat⁵³.

Au niveau international, le Canada maintenait ses pressions au sein du Groupe d'action ministériel du Commonwealth (GAMC) dont une réunion, les 17 et 18 février à Londres, avait pour objet l'examen du rapport de la récente mission du GAMC au Nigéria. Le Groupe décidait alors de reporter, d'ici au Sommet du Commonwealth en octobre, l'imposition de sanctions immédiates contre le Nigéria afin de consulter plus à fond les organisations non gouvernementales. Si cet autre report décevait le Canada, il se réjouissait de l'ouverture du débat à un public élargi de défenseurs des droits de la personne⁵⁴.

3 – Le Rwanda

Les Canadiens furent choqués au début de février par l'assassinat, alors qu'il célébrait une messe, du père Guy Pinard, un membre de la Congrégation

50. ACDI, *Communiqué* n° 97-33, 20 mars 1997 et *Communiqué* n° 97-35, 21 mars 1997.

51. ACDI, *Communiqué* n° 97-39, 26 mars 1997; voir aussi ACDI, *Communiqué* n° 97-40, 27 mars 1997.

52. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 63, 26 mars 1997; *The Xinhua News Agency*, March 23 1997.

53. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 46, 12 mars 1997; *The Globe and Mail*, 13 mars 1997, p. A11 et 17 mars 1997, p. A7; *Toronto Sun*, 13 mars 1997, p. 4.

54. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 30, 14 février 1997; *The Times*, 19 février 1997; *Reuters World Service*, 19 février 1997;

des Pères blancs missionnaires d'Afrique. Le gouvernement canadien contactait les autorités rwandaises et exigeait la tenue d'une enquête sur ce meurtre⁵⁵. L'assassinat du père Pinard, qui s'ajoutait au triple meurtre de bénévoles espagnols deux semaines auparavant, soulevait l'inquiétude des organismes d'aide et des Nations Unies et des observateurs internationaux furent dépêchés dans la région. Le Canada participa à cette activité en envoyant dix observateurs recrutés par le Centre canadien d'aide et de coopération internationale⁵⁶. Par ailleurs, le Canada fournissait en mars une aide au Rwanda pour la construction de 15 000 habitations destinées aux rapatriés de ce pays⁵⁷.

L — Le Canada et l'Asie

L'Année canadienne de l'Asie-Pacifique débuta avec force par le départ en janvier d'une autre imposante mission commerciale en Asie. Participant la veille de son départ à une réunion du Forum parlementaire de l'Asie-Pacifique à Vancouver, le Premier ministre du Canada donna le ton à cette Année et à cette mission en déclarant que l'avenir économique du pays résidait du côté de l'Asie-Pacifique⁵⁸. Rappelons que de nombreuses activités axées sur le commerce, les jeunes et la culture se dérouleront durant cette Année qui culminera avec le Sommet de l'APEC, les 24 et 25 novembre à Vancouver⁵⁹. Au sujet du Sommet, le quotidien *The Globe and Mail* rapportait en février que les autorités canadiennes repoussaient finalement l'idée d'inclure la délicate question des droits humains dans l'agenda des discussions et qu'elles n'appuieraient pas la tenue d'un Sommet parallèle organisé par des organisations non gouvernementales⁶⁰.

1 — La mission d'Équipe Canada en Asie

C'est une Équipe Canada composée du Premier ministre canadien, des neuf premiers ministres provinciaux, dont celui du Québec, et de plus de 400 gens d'affaires qui s'envola vers la Corée du Sud, les Philippines et la Thaïlande du 8 au 20 janvier. À l'instar des trois missions précédentes en Asie, chacune des escales donna lieu à la signature de plusieurs accords bilatéraux et contrats commerciaux.

55. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 17, 3 février 1997 ; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 2 février 1997 ; ACDI, *Communiqué* n° 97-11, 3 février 1997 ; *Le Devoir*, 4 février 1997, p. A6 ; *The Globe and Mail*, 4 février 1997, p. A6.

56. ACDI, *Communiqué* n° 97-14, 6 février 1997 ; *Le Devoir*, 7 février 1997, p. A5 ; *La Presse*, 7 février 1997, p. A13.

57. ACDI, *Communiqué* n° 97-37, 24 mars 1997.

58. *Le Devoir*, 9 janvier 1997, p. A4 ; *The Globe and Mail*, 9 janvier 1997, p. A4.

59. Pour les activités de ce trimestre, voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 25, 8 février 1997, *Déclaration* n° 97/4, 27 janvier 1997 et *Déclaration* n° 97/8, 8 février 1997.

60. *The Globe and Mail*, 17 février 1997, pp. A1-A3.

Ainsi, en Corée du Sud, M. Chrétien et le président Kim Young-sam paraphaient des accords portant sur les télécommunications et la sécurité sociale⁶¹ tandis que quelque 74 ententes commerciales d'une valeur de 605 millions \$ étaient signées par les gens d'affaires⁶². À ceci s'ajoutent cinq autres accords couvrant notamment la coopération en matière de changement climatique, de développement international et de jumelage de parcs marins⁶³. L'escale sud-coréenne permit également d'approfondir les discussions concernant la vente de réacteurs nucléaires CANDU⁶⁴ et le ministre canadien du Commerce profita de son séjour à Séoul pour rendre publique une nouvelle stratégie de développement commercial avec ce pays⁶⁵. Tout au long de son séjour, la délégation canadienne se concentra sur des activités commerciales bien qu'elle souleva devant ses hôtes la question des problèmes syndicaux qui secouaient la Corée au moment de son passage⁶⁶.

A Manille, aux Philippines, Équipe Canada concluait 52 ententes d'une valeur totale de 505,28 millions \$ dont 469 millions d'ententes de principe et signait un accord aérien prévoyant pour la première fois des liaisons directes entre les deux pays⁶⁷. Cette escale se démarqua de l'étape précédente par des discussions politiques notamment au sujet de l'APEC à la présidence de laquelle le Canada succède aux Philippines. Les dirigeants des deux pays se félicitèrent aussi du développement rapide des relations bilatérales particulièrement dans les domaines de la surveillance des zones côtières, de l'environnement, du tourisme et des communications. Afin de maintenir cet élan, le Président philippin accepta l'offre de son homologue de se rendre au Canada en mai 1997. Les questions sociales furent aussi l'objet d'échanges, trois premiers ministres provinciaux soulevant le thème de l'exploitation du travail des enfants avec leurs hôtes⁶⁸. Enfin, à l'issue d'un discours devant des gens d'affaires, le premier ministre Chrétien exprima un appui personnel en faveur du président Ramos pour les élections de 1998⁶⁹.

Lors de la dernière portion de son séjour asiatique, la Thaïlande, Équipe Canada fit une autre escale fructueuse en paraphant 55 ententes commerciales (614,09 millions de dollars de contrats et 407,74 millions \$ d'ententes de principe) et neuf accords bilatéraux destinés à améliorer le commerce,

61. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 10 janvier 1997.

62. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 10 janvier 1997; *The Globe and Mail*, 11 janvier 1997, p. B3.

63. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 6, 13 janvier 1997.

64. *Le Devoir*, 11-12 janvier 1997, p. C2.

65. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 5, 13 janvier 1997.

66. *The Globe and Mail*, 13 janvier 1997, pp. A1-A8 et 14 janvier 1997, p. A3; *Le Devoir*, 14 janvier 1997, p. A4.

67. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 15 janvier 1997; *Le Devoir*, 15 janvier 1997, p. B3.

68. *Le Devoir*, 15 janvier 1997, p. A4; *The Globe and Mail*, 15 janvier 1997, p. A3.

69. *Le Devoir*, 16 janvier 1997, p. A4; *The Globe and Mail*, 16 janvier 1997, pp. A1-A9.

l'investissement et la coopération avec ce pays⁷⁰. Sur le plan politique, soulignons la tenue de discussions devant unir les deux pays dans leurs efforts pour favoriser les réformes démocratiques en Birmanie. C'est donc en consolidant le dynamisme des relations canado-thaïlandaises déjà bien établi que le Premier ministre canadien mit un terme à cette autre mission commerciale.

2 – La Chine

Le 19 février, la Chine perdait son leader Deng Xiaoping. À la suite de ce décès, le Premier ministre canadien transmet ses condoléances au gouvernement chinois en indiquant que M. Deng avait été une « figure essentielle de l'histoire de son pays qu'il aura grandement contribué à moderniser⁷¹ ».

De ce trimestre, retenons également la 2^e mission commerciale vers les marchés régionaux de la Chine du secrétaire d'État Raymond Chan. M. Chan cibra cette fois-ci les marchés intérieurs des provinces du Sichuan, de Hubei, du Yunnan ainsi que la région autonome de Guangxi qu'il visita en compagnie d'une vingtaine de gens d'affaires⁷². Le ministre canadien profita aussi de son séjour pour discuter de la transition de Hong Kong et de la question des droits de la personne en Chine. Enfin, l'ACDI versait 6 millions \$ à un projet destiné à améliorer la santé et la situation des femmes enceintes dans la province de Yunnan⁷³.

3 – L'Inde

Pendant que le premier ministre Chrétien prenait la tête d'Équipe Canada, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, effectuait de son côté une visite officielle en Inde du 8 au 14 janvier⁷⁴. Pour cette occasion qui voulait souligner le passage à la même époque l'an dernier d'Équipe Canada en Inde, M. Axworthy était accompagné d'une délégation mixte composée de gens d'affaires et de députés avec lesquels il visita New Delhi, Calcutta et Chandigarh. Plusieurs faits saillants ont émaillé cette visite dont la création du Comité ministériel mixte Canada-Inde et la signature de trois accords bilatéraux dans les domaines de l'énergie hydroélectrique, du développement du secteur privé et de l'administration fiscale⁷⁵. Deux projets financés par l'ACDI ont aussi été annoncés. Le premier, d'une valeur de 1,6 million \$ permettra le développement de programmes d'éducation sur les droits de la personne

70. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 janvier 1997 (deux communiqués); Agence France Presse, 20 janvier 1997.

71. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 19 février 1997.

72. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 41, 28 février 1997; Agence France Presse, 4 mars 1997; The Xinhua News Agency, 12 mars 1997.

73. ACDI, *Communiqué* n° 97-38, 26 mars 1997.

74. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 253, 19 décembre 1996.

75. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 3, 8 janvier 1997; Le Devoir, 9 janvier 1997, p. B4.

tandis que le second, d'un coût de 500 000 \$, soutiendra les efforts des institutions indiennes pour protéger les droits des enfants⁷⁶. De plus, ce séjour en Inde fut marqué par l'inauguration d'un bureau du Canada à Chandigarh, la capitale de l'État du Pendjab⁷⁷. Enfin, M. Axworthy profita de son voyage pour faire avancer le dossier d'une coopération accrue avec l'Inde en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme⁷⁸.

M — Chronologie thématique*

Les résultats du scrutin en Serbie

janvier :

L'ambassadeur canadien à Belgrade transmet aux autorités serbes le désir d'Ottawa de voir le président Milosevic reconnaître le résultat des élections de novembre dernier et se plier aux conclusions du rapport de l'OSCE. Le Canada participe de plus aux réunions spéciales de l'OSCE consacrées à ce sujet. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 2, 3 janvier 1997).

Les Jeux de la Francophonie

13 janvier 1997 :

Les ministres de la Jeunesse et des Sports des États et des Gouvernements membres de la Francophonie confirment la candidature de la région Hull-Ottawa pour l'obtention des Jeux de 2001. (ACDI, *Communiqué* n° 97-03, 13 janvier 1997 ; ACDI, *Communiqué* n° 97-05, 17 janvier 1997).

Le Canada et le terrorisme

La prise d'otages au Pérou

janvier-mars :

Le gouvernement canadien et son ambassadeur au Pérou, M. Anthony Vincent, continuent d'offrir leur médiation pour mettre un terme à la prise d'otages débutée en décembre dernier. Par exemple, la ville de Toronto accueille, le 29 janvier, le Président péruvien et le Premier ministre japonais pour une rencontre privée consacrée à ce dossier. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 29 janvier 1997 ; *The Globe and Mail*, 30 janvier 1997, pp. A1-A9, 1^{er} février 1997, pp. A1-A11, 3 février 1997, pp. A1-A7 et 17 février 1997, pp. A1-A7).

76. ACDI, *Communiqué* n° 97-01, 10 janvier 1997.

77. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 4, 13 janvier 1997.

78. Voir *The Globe and Mail*, 9 janvier 1997, pp. A1-A7 et 14 janvier 1997, p. A11.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Attentats en Israël

mars :

À quelques jours d'intervalle, le Canada condamne la tuerie de collégien-nes et un attentat à la bombe. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 60*, 21 mars 1997 ; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 13 mars 1997).

Signatures d'accord et de convention internationale

3 février :

La Croatie et le Canada signent un Accord de promotion et de protection de l'investissement étranger. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 18*, 3 février 1997).

26 février :

Le Canada ratifie la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. (Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 38*, 26 février 1997).

Visites à l'étranger

mi-février :

Plusieurs ministres du gouvernement, dont le ministre des Affaires étrangères et son collègue de l'Agriculture, se rendent dans les grandes capitales financières européennes et asiatiques faire la promotion du budget fédéral. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 13 février 1997).

fin février :

Le ministre de la Défense nationale, M. Doug Young, effectue une visite au Koweït et aux Émirats arabes unis où il discute notamment des possibilités de vente d'équipements militaires. (*La Presse*, 25 février 1997, p. B1).

Accueil de dignitaires étrangers

5 au 8 février :

Dans la foulée de l'obtention de son statut d'observateur au Conseil de l'Europe, le Canada accueille le Secrétaire général de cet organisme, M. Daniel Tarschys. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 19*, 4 février 1997).

9 au 13 février :

La visite prévue du Premier ministre de la Hongrie au Canada est annulée. (Cabinet du Premier ministre, 4 février 1997 ; *The Gazette*, 11 mars 1997, p. D14).

9 au 12 mars :

La secrétaire d'État aux Affaires étrangères de l'Autriche, Mme Benita Ferrero-Waldner, visite Ottawa, Toronto, Vancouver et Calgary où elle discute de politique européenne et d'aide au développement. (Ministère

des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 45*, 7 mars 1997 ; *La Presse*, 11 mars 1997, p. C20).

Nominations

30 janvier : M. Léonard Legault est nommé au poste de commissaire à la Commission mixte internationale. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 14*, 30 janvier 1997)

25 février : M. Warren Allmand succède à M. Ed Broadbent à la direction du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 25 février 1997)

II – Les relations internationales du Québec

(janvier à mars 1997)

A — Aperçu général

C'est notamment vers l'Asie et l'Afrique que le Québec déployait ses efforts, ce trimestre, alors que le carnet de voyage des ministres, plus substantiel depuis la fermeture de délégations, comportait des escales peu traditionnelles comme la Turquie, le Japon, la Côte d'Ivoire et la Corée du Sud. Le nombre des visites ministérielles à l'étranger ne devrait d'ailleurs pas diminuer au cours de la prochaine année, le Premier ministre ayant promis, dans la foulée de sa mission asiatique, de piloter lui-même des missions similaires dans d'autres pays.

B — Les politiques commerciales

En février, le Premier ministre lançait avec une détermination renouvelée le Québec à la conquête des marchés étrangers en invitant les gens d'affaires et les dirigeants de centrales syndicales à se joindre au gouvernement pour la tenue de missions commerciales¹. La Chine deviendra le premier pays à recevoir une telle mission qui sera suivie par des missions semblables en Amérique latine. Le Premier ministre étudiait aussi la possibilité de mener des missions commerciales conjointes avec l'Ontario et un groupe de travail était formé à cette intention. Dans ce cas-ci, des missions spécialisées dans les transports et les télécommunications pourraient se rendre en Turquie et en Malysia².

C — Les politiques d'immigration

À quelques reprises, le gouvernement québécois faisait connaître son insatisfaction face aux décisions fédérales en matière d'immigration. En février,

1. *Le Devoir*, 22-23 février 1997, pp. A1-A14 ; *The Globe and Mail*, 22 février 1997, p. A7.

2. *Le Devoir*, 8-9 mars 1997, p. A8.